

COMPTE RENDU DE L'AG : MOUVEMENT 2 AVRIL-NOTRE SANTE EN DANGER du 2 juillet

L'AG a défini sa stratégie pour la rentrée d'automne avec 4 axes :

- Accès aux soins, maillage des services généralistes de proximité
- Défense du service public de santé
- Défense d'une sécurité sociale solidaire, en particulier quant à la dépendance
- Démocratie dans la détermination des besoins et l'organisation des services et structures de soins

Ces axes s'inscrivent dans la demande réaffirmée de retrait de la loi HPST, mais aussi des lois sécuritaires concernant la psychiatrie et les mineurs en danger.

L'AG affirme :

- Le besoin d'une plus grande information de la population, avec la prise en compte des vécus de celle-ci, en particulier quant à la dégradation actuelle du système de santé dans tous ses dispositifs : accès aux soins et leur continuité, et refus des mesures gestionnaires qui rendent les temps d'hospitalisation inadéquats à la qualité des soins.
- La définition des besoins et des politiques de santé par un réel débat démocratique, à l'opposé des pratiques, dites de concertation, des gouvernements actuels, en promouvant toute leur place aux associations d'usagers.

Ces nécessités rejoignent la défense globale de la protection sociale et des services publics, contre leur démantèlement vers le privé. Dans cette perspective l'AG s'oppose dans le débat public pré-présidentielles à la fusion de l'impôt sur le revenu et de la CSG qui signifie une transformation des financements de la protection sociale en variable d'ajustement des politiques néolibérales et de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP).

Elles nécessitent également une réflexion sur les contenus du soin qui font qualité, à l'opposé des pratiques gestionnaires actuelles qui introduisent un véritable changement de société et du statut de l'humain, en particulier dans la fermeture de la maternité des Lilas symbole d'une santé solidaire et les attaques incessantes contre l'accès aux soins des immigrés (AME, contrôles d'identité dans les structures de soins...)

Elle dénonce la paupérisation du monde de la santé et les projets de privatisation assurantielle, en particulier quant à la prise en charge de la dépendance, qui deviennent un enjeu de la prochaine élection présidentielle.

En conséquence elle appelle à une grande mobilisation à la rentrée au moment du débat au parlement de la loi PLFSS pour 2012, action qui ne peut que se conjuguer avec l'action syndicale des personnels hospitaliers et la journée d'action intersyndicale prévue fin septembre. La présence de Nadine Prigent pour la CGT permet d'explicitier le besoin d'unité syndicale, qui est loin d'être présente actuellement, en dehors d'actions spécifiques comme dans le médico-social, le statut des psychologues ou contre l'ordre infirmier.

Cette mobilisation de la rentrée sera organisée dans une AG le 3 septembre, et débattue également au stand de la coordination de défense des hôpitaux et maternités de proximité à la Fête de l'Huma.

Elle vise à appeler à une semaine d'action nationale en Novembre au moment du débat de la loi PLFSS au Parlement avec des manifestations régionales et à Paris.

Elle appelle à un travail de sensibilisation des médias et des élus quant à cette mobilisation, et intègre les actions contre la loi sécuritaire en psychiatrie et un nouveau plan de santé mentale gestionnaire.

Cette mobilisation met en exergue la gravité du niveau d'inégalités sociales et d'insécurité sociale, ainsi que la précarité généralisée et les finalités du travail associatif menacées par les nouvelles gouvernances (SIAO).

Les 2 termes de ces mobilisations sont Résister et Démocratie.

Jean-Pierre Martin